

Sommaire

Editorial

Révolution française et université

le déclin de l'euro du gaspillage

Le PS est il socialiste?

L'impossible double nationalité

Le rendez vous manqué



Le livre retrace une des facettes cruciales de la première insurrection vendéenne de 1793 et soulève un problème qui, depuis cette époque, affecte les valeurs de notre République : guerre civile ou génocide ? La controverse est-elle dépassée ?

La croix au cœur : 320 pages Prix public 20 €

Le royalisme est une force avec laquelle il faudra compter dans l'avenir

Téléchargez PRO à l'adresse : <http://jrap5.free.fr>

Notre monde va à la dérive

Notre civilisation occidentale, notre culture française partent à la dérive, s'effilochent sans espoir d'arrêter le processus. Les attaques, et faites par de bons occidentaux, se multiplient.

La plus grave, car elle atteint le cœur même de notre civilisation gréco-romaine et chrétienne, reste l'article inique de Libération dans sa chronique « tous en Cène ». Un flot de haine, d'insultes gratuites qui rappelle la pitoyable affaire du « Piss Christ ». Lisez cet ignominie et réagissez :

<http://www.liberation.fr/culture/01012349242-tous-en-cene>.

Déjà Bertrand Delanoë souhaite troquer des fêtes religieuses chrétiennes pas des fêtes musulmanes ou juives. .

L'affaire du 14 juillet est un autre coup de butoir contre notre civilisation, notre identité française, et n'ayons pas peur des mots : nous sommes français et une avons un passé glorieux. Madame Eva Joly veut remplacer le défilé militaire du 14 juillet par un défilé « citoyen ». On n'ose imaginer ce que pourrait rassembler ce style de défilé... Tous les marginaux et de toutes les couleurs déambulant

en se déhanchant sur la plus belle avenue du monde...

Religion attaquée, armée vilipendée par tous ces collabos, n'est-ce pas la conséquence direct de cette Europe que les adeptes de la mondialisation veulent nous imposer ? Malheureusement, l'hypocrisie de la justice française qui n'a d'égale que l'intrinsèque haine anticatholique de la république, a permis à ces insultes de passer un grand cap révélateur : elles passent d'un cadre exceptionnel et illégaux à un cadre habituel et légal. Ainsi, insulter les catholiques devient non seulement habituel et courant, mais surtout devient légal, donc en accord avec les lois de la république... Que faire ? Chrétiens, Français, il est temps de réagir. Il faut porter plainte pour discrimination. Il faut écrire aux députés ! Si ce n'est pas suffisant, il faut bloquer les porte du journal Libération, il faut dénoncer et pas du bout des lèvres, les anciens ministres aux mœurs dissolues et criminelles. Quant aux auteurs de ces propos scandaleux... il n'ya qu'une solution... Celle qu'auraient préconisée les fidèles des autres religions !

La révolution française et les universités

« La république n'a besoin ni de savants, ni de chimistes... ». Cette terrible phrase de Jean Baptiste Cofinhal, président du Tribunal Révolutionnaire, fut l'une des dernières qu'entendit le chimiste Lavoisier, avant d'être guillotiné le 8 Mai 1794. Pourtant, peu de français connaissent réellement ce travail d'abrutissement national qu'avait mis en place la révolution française dès 1793, quand le défunt Roi Louis XVI ne pouvait plus s'opposer à leur dessein.



Car par le décret du 15 Septembre 1793 (soit deux jours avant la terrible « Loi des Suspects »), les républicains avaient, sous prétexte de faire « table rase du passé », supprimé toutes les corporations enseignantes, toutes les universités et donc le baccalauréat, délivré à l'époque par les universités elles-mêmes. Fustigées pour leur « obsolescence » et suspectées d'être des foyers aristocratiques, les 22 universités françaises fermèrent donc leurs portes, et l'on devine aisément les conséquences dramatiques sur le niveau de vie français...

Pendant près de 15 ans, jusqu'à la restauration des universités et du baccalauréat par Napoléon I^{er} en 1808, la culture et l'enseignement supérieur seront en grande partie le fruit d'initiatives populaires, contre un régime pourri par un jacobinisme grandissant.

A Nancy par exemple, la suppression de l'Université fut considérée par tous les érudits de la ville comme une catastrophe : le nombre de médecins et de chirurgiens diminua à grande vitesse sous l'effet des purges révolutionnaires et l'absence de formation de

nouveaux médecins. Ainsi en 1796, les médecins de la ville de Nancy prirent l'initiative de fonder la Société de Santé, cherchant à endiguer cette « mort intellectuelle » qui s'emparait peu à peu de la ville...

Pour les Rois de France, l'enseignement supérieur a toujours été très important, en témoigne la reconnaissance internationale de l'Université de Paris et le nombre d'universités en France à la veille de la révolution (22 universités pour moins de 25 millions d'habitants). Louis XVI, voulant encore améliorer ce système éducatif vieillissant, commença à mettre en place des écoles d'excellence dès 1783, par la création notamment de l'Ecole des Mines, tout en gardant le système universitaire classique, qui restait moins dispendieux et pouvait donc accueillir plus d'étudiants. Les deux systèmes parallèles permettaient de former intellectuellement une partie de la population française, de la théorie universitaire à la pratique poussée des écoles d'application.

Le problème, c'est que les révolutionnaires, dont l'immense majorité était issue de la bourgeoisie, n'avait pas pour objectif de former la population : en épurant l'aristocratie, en supprimant les universités et les corporations enseignantes, les bourgeois arrivistes ne gardèrent que les quelques écoles d'excellence pour former intellectuellement leur caste jacobine. Aux 22 universités royales succédèrent donc... 4 écoles républicaines, divisant par 6 le nombre d'étudiants français.

On voit bien que la vision républicaine de l'éducation reste aujourd'hui fidèle à celle des révolutionnaires de 1789 : celle d'une odieuse caste oligarchique. Notre actuel système éducatif à double vitesse est le paradigme de cette vision ploutocratique de l'instruction, les épurations répétées du nombre d'enseignants et l'abaissement du niveau scolaire n'en étant que les manifestations les plus flagrantes.

« L'instruction est le seul moyen de libération »
Ngugi

Déclin de l'Euro : entre lucidité et aveuglement

Il est parfois fort déprimant d'observer l'aveuglement de la caste eurofédéraliste, ces "intransigeants de l'euro", pionniers de l'autodestruction des Nations Européennes. Ainsi, à l'heure où une gigantesque crise civilisationnelle se profile à l'horizon, les pays européens, au lieu de s'interroger sur la pertinence de la monnaie unique, adopte l'individualisme et le "chacun pour soi", essayant tour à tour toutes les chimériques solutions économiques à court terme, comme l'outre-taxation française actuelle.



Pourtant, il est évident que la monnaie unique, censée jouer un rôle tampon salvateur en temps de crise économique, est aujourd'hui l'une des principales raisons de cet effondrement général de l'édifice financier européen. Comme le dit l'économiste Jean Jacques Rosa au Figaro : "Vous ne pouvez pas appliquer la même politique monétaire, c'est-à-dire le même taux de change et le même taux d'intérêt, à des économies dont les trajectoires et les structures sont différentes".

Mais les européistes les plus ardents, comme l'omniprésident français Sarkozy, refusent de reconnaître l'évidence de l'échec de l'Union Economique et Monétaire Européenne (UEM) et les actuels ravages de la monnaie unique. Fustigeant les pays déjà économiquement au

tapis, certains de ces "Torquemada fédéralistes" les traitent comme des cancre, asseyant leur politique nationale d'outre-taxation sur cette maxime : "C'est pour éviter de finir comme la Grèce". Pourtant, cette dernière enchaîne les nombreux plans de rigueur, multiplie les réformes budgétaires et les réductions de salaires drastiques, malgré les protestations récurrentes du peuple grec et les doutes de quelques économistes qui estiment que ces réformes visent surtout à sauver les banques...

Certains pays par contre semblent un peu plus lucides sur les problèmes économiques réels de l'Europe. Der Spiegel, l'un des plus grands journaux allemands, s'attaque avec véhémence à la monnaie unique : "l'union monétaire devient le plus grand danger pour l'avenir de l'Europe : l'euro enchaîne des économies nationales qui ne s'accordent pas." Malheureusement, les allemands (et certains politiciens français) prennent l'extrême inverse des défenseurs de la monnaie unique : celle-ci devient le creuset de tous les problèmes économiques et sociaux, en occultant le fait que l'Euro n'est qu'une des manifestations de cette chrématistique commerciale qui pourrait littéralement notre économie actuelle.

Aujourd'hui, l'Union Européenne est au pied du mur : la monnaie unique qui avait tant été louée et adulée il y a quelques années est devenue le boulet à abandonner pour les plus lucides, la chimérique bouée de sauvetage pour les autres. La France, face à ce défi économique sans précédent, doit se ressaisir et retrouver son indépendance économique et monétaire. Mais surtout, au delà de ce déclin de l'Euro, c'est aux limites de la chrématistique commerciale, aux conséquences dramatiques de cette frénétique course aux profits auxquelles les français doivent faire face. Et il n'y a qu'une réelle solution : retrouver cette "tradition nationale" chère au Comte de Mun, autour du Roi de France !

Du gaspillage des collectivités

La relance de l'économie française, s'il fut possible d'y croire il y a quelques mois, apparaît aujourd'hui comme un rêve bien lointain. La capacité d'achat des français reste toujours en berne, littéralement plombée par une fabuleuse hausse du prix des matières premières, du pétrole et des taxes gouvernementales. Le déficit de l'Etat continue de se creuser, inexorablement et sûrement, malgré les différentes mesures « de rigueur » mises en place par le gouvernement. Cette rigueur budgétaire aurait, selon toute logique, dû être mise en place à tous les niveaux de l'Etat, du président au contribuable en passant par les collectivités territoriales.



Pourtant, force est de constater que l'argent du contribuable continue d'être gaspillé, littéralement jeté par les fenêtres par certaines collectivités. Ainsi, le Cri du Contribuable du mois de Juin 2011 vient de dresser un tableau édifiant des dépenses aberrantes d'un grand nombre de ces « collectivités généreuses »... Et le moins que l'on puisse dire, c'est que leur générosité est sans bornes ! Plus de 20 000 euros pour une « sexothèque » en Lorraine, 2 250 000 euros pour une « salle culturelle » dans un village de 1650 habitants, et tant d'autres subventions impertinentes !

Par ailleurs, les français sont étonnement conscients de ce manque total de discernement économique : plus de 71 % jugent que les « collectivités territoriales ne font pas suffisamment d'efforts pour maîtriser leurs dépenses et éviter les hausses d'impôts locaux » (sondage Ifop). Plus de 75 % des sondés ont estimé « qu'il conviendrait de réduire les

subventions de l'Etat aux collectivités les plus dépensières ». Mais surtout, ce qui ressort de ce sondage, c'est la volonté de près de 7 français sur 10 d'être consulté sur la maîtrise des dépenses publiques.

Il y a deux points qui ressortent de ce constat d'échec : la prise de conscience du laxisme économique de certaines collectivités et la légitime volonté du contribuable de pouvoir influencer sur cette gestion financière des collectivités ou, tout du moins, pouvoir donner son avis sur cette même gestion.

Et là, nous touchons un point essentiel de l'actuelle déliquescence de notre société : c'est l'abandon caractérisé de ce qui fut la Constitution Naturelle de la France, ce principe de subsidiarité magnifiquement résumé par Aristote lui-même : « La démocratie dans la commune, l'aristocratie dans la province et la Monarchie dans l'Etat ».

Aujourd'hui, les contribuables français n'ont qu'un seul devoir envers leurs collectivités territoriales et l'Etat : payer, toujours plus, sans pouvoir réellement donner leur avis sur la gestion financière plus que douteuse de leur argent. Car les referenda, pourtant essentiels à un bon fonctionnement démocratique, sont bannis du fonctionnement de l'Etat français depuis près de 10 ans, et que la « décentralisation » économique affligeante de la république n'est qu'un ersatz informe d'une réelle autonomie des corps intermédiaires.

Voilà ce que défend le Royalisme : une véritable décentralisation, un retour au principe Aristotélicien de « démocratie dans la commune » pour une gestion financière équilibrée et viable. Mais cette décentralisation véritable ne pourra être réellement mise en place que par le retour du Roi de France sur le trône. Alors, qu'attendons nous ?

Le Parti Socialiste est-il encore socialiste ? par O. Rossi.

Bonne nouvelle ! Notre espoir en 2012 s'appellera le Parti Socialiste ! Adieu crise politique, économique, social et moral ! Le PS aura réponse à tous !

- Vont-ils résoudre le problème du chômage ? Bien sûr !



Vont-ils résoudre l'endettement exponentiel de la France ? Assurément !

- L'insécurité va-t-elle disparaître dans nos banlieues ? Et comment !

- Leuro et l'Europe seront-ils sauvés par leur programme ? Indubitablement !

- Le PS mettra-t-il fin aux dépenses démesurées de l'Union Européenne ? Le PS sera soucieux des deniers contribuables.

- La pauvreté va-t-elle disparaître ? Zéro clochard dans nos rues ! Que des Bill Gates !

Cher lecteur ! Le Parti Socialiste s'est longuement penché sur la question, aidé par le groupe de Réflexion « Terra Nova ». Le PS a proposé et aura comme priorité de faire passer au nom de l'égalité et des valeurs républicaines, le mariage homosexuel, dont bon nombre de pays ayant un monarque ont adopté cette mesure. Rajouté la légalisation du cannabis, et vous aurez un programme politique, économique, social et moral pour régler tous nos problèmes !

Oui braves gens, ouvriers, paysans, jeunes,

commerçants, patrons de PME-PMI et retraités, le Parti Socialiste sait que vous êtes foutus, que la France est foutue et il s'en félicite ! Il a tout fait pour depuis 1981.

Oui, il ne faut pas être grand clerc pour savoir qu'aucun des candidats qu'il soit de droite, du centre ou de gauche ne pourra résoudre vos problèmes. Ils n'ont pas les moyens institutionnels pour les résoudre.

L'euro a failli s'effondrer le 12 juillet, mais la classe politique préfère se disputer sur la proposition d'Eva Joly de supprimer le défilé militaire, le 14 juillet pour le remplacer par celui du 1er mai, avec un défilé des forces vives de la nation, cégétistes, retraités et fonctionnaires.

Ainsi ils occuperont la galerie populaire par des débats sociétaux qui ne concernent qu'une minorité d'une minorité. (La majorité des homosexuels ne se sent pas concernées par cette institution bourgeoise, tout comme par le PACS). Ils détruiront la famille, sans se soucier des conséquences sociales dans l'avenir. Après eux le déluge !

D'ailleurs, est-ce anodin que cette loi fut votée sous des monarchies ? N'est-elle pas un moyen perfide de la part de nos progressistes de faire abolir au final la royauté ? Imaginons que l'héritier du trône épouse un homme, et adoptent un enfant. Selon, nos progressistes l'adopté serait le futur roi, pour le bon sens, le futur souverain serait le cousin ou l'oncle le plus proche. La royauté c'est une question non de choix, mais de gênes ! Ainsi, la royauté est divisée et peut donc chuter. Politiquement, nous n'avons pas de raisons à adopter cette loi. Nous sommes en république, régime basé non sur la famille, mais sur l'individu.

Enfin, il est drôle de constater, que plus le pouvoir s'affaiblit, plus il y a des candidats à ce petit poste de fonctionnaire de la banlieue bruxelloise.

Oui, il n'aura rien à attendre du futur président, si ce n'est déception, hausse d'impôts et chômage.

L'impossible Double Nationalité

Le principe de multinationalité, qui se manifeste majoritairement aujourd'hui dans le cas d'une binationalité, fait l'unanimité de nos politicards actuels, de l'extrême gauche à l'UMP. Seules quelques voix s'élèvent contre ce principe dangereux et luttent désespérément pour obtenir son abrogation. Ces quelques voix, que la caste politico-jacobine diabolise et méprise, sont dans leur immense majorité tuées ou clouées au pilori par une *Reductio ad Hitlerum* pitoyable.



Pourquoi ? Parce qu'ils touchent du doigt l'un des grands problèmes de notre société : peu de personnes peuvent aujourd'hui définir réellement ce qu'est la Nation française. Par ignorance pour l'immense majorité : la rééducation intellectuelle républicaine a bien fait son travail. Exit les Renan et autres Maurras ! Aujourd'hui, l'heure est au multiculturalisme et aux brassages des ethnies... en oubliant nos racines.

Et de cette amnésie nationale, de cette évidente perte de repères, découle un grand nombre de nos problèmes sociaux et politiques actuels : une histoire et une culture bafouées, des racines chrétiennes méprisées, une langue dévastée, un individualisme catalysé, etc... Les grands auteurs nationalistes n'apparaissent même plus dans les programmes scolaires ! Quid d'Ernest Renan, de Fustel de Coulanges, d'Hyppolite Taine, de Maurice Barrès et de Jacques Bainville ?

Il ne s'agit pas ici de redéfinir la Nation Française, tant cet exercice a été exécuté avec brio par les auteurs cités précédemment. Mais il s'agit de montrer la bêtise de cet oxymore « Double Nationalité », de l'impossibilité pour une personne d'être nationale de deux patries distinctes.

Parce que la Nationalité, c'est tout d'abord s'attacher à l'Histoire d'une Nation ; c'est la connaître, la faire connaître et vouloir joindre sa pierre à cet édifice qu'est cette Nation. Pour se faire, il faut en premier lieu maîtriser la langue et adhérer à cette culture nationale ! Truisme et évidence pour tout homme de bon sens, cette condition ne l'est apparemment pas pour notre république qui laisse les cultures étrangères prendre le pas sur la culture française, les langues étrangères sur la langue française, et l'histoire des nations étrangères sur l'histoire de France.

Mais il faut surtout adhérer à ce « vivre ensemble » français, avoir cette volonté « d'agir ensemble » pour avancer en Nation vers le Bien Commun. C'est sur ce point, sur cette condition que repose l'essentiel de la Nation Française. Et l'on se rend évidemment compte que le concept de binationalité ne tient alors plus du tout la route : comment vibrer et s'investir dans deux corps à la fois ? Comment soutenir et bâtir durablement au sein de deux patries distinctes ? Comment être uni corps et âme au sein de deux peuples complètement différents ?

Aujourd'hui, le constat est sans appel : la France est éclatée, amnésique et individualiste. Pour son avenir, pour qu'elle puisse à nouveau redevenir cette grande Nation qu'elle fut il n'y a pas si longtemps que cela, rassemblons nous autour du Roi et adhérons sans retenue à ce nationalisme intégral si cher à Maurras ! Retrouvons nos valeurs, notre culture et notre histoire, notre langue et notre unité, rassemblés autour du Roi !

18 juin 2011 : le rendez-vous manqué ? par Coislin

Le 18 juin, les formations politiques bretonnes (essentiellement de gauche) avaient avec verve appelé à un immense rendez-vous pour la réunification de la Bretagne, manifestation qui a réuni plus de 3 000 personnes dans le silence quasi-complet des médias « ripouxblicains ». Seul Presse-Océan ayant jugé bon de couvrir l'événement.



Si cette manifestation permet de mesurer le degré de sincère mobilisation des militants bretons, c'est encore un coup d'épée dans l'eau. En effet, rien ne semble émouvoir les sacrilèges serviteurs de la Gueuse, qui, insensibles au sacrifice breton qui leur a sauvé, et l'honneur, et leur régime, perpétuent l'innommable mesure du maréchal Pétain et l'hérésie historique, économique, identitaire qui s'ensuivit.

Cependant, cet événement a surtout permis de saisir l'étendue du noyautage des formations politiques bretonnes par les factions politiques républicaines, ennemies traditionnelles des intérêts bretons et des partisans d'une plus grande décentralisation. A l'exception notable d'Adsav ! qui refuse toute collusion avec les partis politiques français, les autres formations bretonnes sont entrées voilà plusieurs années

dans une indépendance idéologique, matérielle et personnelle croissante de la gauche française. L'UDB sert maintenant de

faire-valoir au PS et aux écolos français (EELV) qui, certes, dirigent des collectivités locales en Bretagne mais ne font rien dans les intérêts des Bretons sauf contraints et forcés (pour preuve, leur soutien au démentiel projet de l'aéroport de Notre-Dame des Landes ou leur passivité certaine sur le terrain du bilinguisme franco-breton). Emgann à l'extrême-gauche, a été avalé par le NPA tandis que Pobl Breizh sert de faux nez à une gauche ectoplasmique et opportuniste.

Résultat logique : les organisateurs se sont vus imposer un parcours dans les arrière-cours de Nantes, au milieu de l'île de Nantes, donc loin du centre-ville et des nantais. A quoi pensaient-ils ? Probablement aux prébendes et bénéfices qu'ils ont, grâce à leur collaboration avec des factions opposées aux intérêts des populations. De plus, le noyautage permet un blocage total sur la question primordiale de la réunification, présentée, à tort, comme très compliquée. La situation actuelle dessert les bretons mais avantage les décideurs, ayants droits politiques des jacobins qui ont juré jadis, en 1914/18 comme en 1793, la mort d'une Bretagne par trop fière de ses valeurs morales et prête à se battre pour les défendre.

Seul le retour d'un souverain, autorité par essence neutre et arbitre entre les intérêts et les egos, pourra débloquer l'impasse complaisamment organisée par la République et ses affidés et redonner aux peuples de France des régions réellement représentatives de leurs identités et de leur histoire propre.

Vous pouvez aider PRO en vous abonnant.

6 mois : 16 €. 1 ans : 30 € soutien : 50 €. Prendre contact à l'adresse mail : jrap@orange.fr

Editeur : URBVM. Directeur de publication : Jrap. La Boursière 85120 Antigny

Vers un malthusianisme européen ?

Le Lundi 20 Juin 2011, la Commission Européenne a annoncé la réduction drastique de l'allocation au programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis (PEAD). Fustigée par l'Allemagne et la Suède, cette allocation de 500 millions d'euros avait donc été l'objet d'une plainte devant la Cour Européenne de Justice car, « perdant tout lien avec la Politique



Agricole Commune de l'Union Européenne, elle ne serait devenue qu'une aide purement sociale ».... L'Allocation annuelle va donc être allégée de plus de 80 %, et passer de 500 millions d'euros à 113 millions d'euros, soit près de 400 millions d'euros de réduction de budget.

L'Union Européenne, en pleine crise économique et alimentaire, décide donc de retirer ses aides financières aux plus démunis, laissant le soin aux Nations européennes d'y pourvoir par une impossible augmentation conséquente des Plans Nationaux d'Aides Alimentaires (PNAA). De nombreuses associations caritatives s'insurgent actuellement contre cette réforme budgétaire qui aura pour conséquence directe une nette diminution du nombre de repas distribués cet hiver.

L'Histoire nous a appris cette leçon essentielle : l'abandon des plus démunis a toujours été l'un des signes les plus flagrants d'une crise civilisationnelle profonde. Car cet abandon n'est pas anodin : il est le paradigme de l'individualisme républicain, de la déliquescence morale même de notre civilisation.

Et rien ne peut excuser cette abdication face au paupérisme, légitimer l'abandon du plus faible et du plus pauvre. D'aucuns de ces arrivistes tenteront de légitimer leur choix par des arguments économiques, une « rigueur budgétaire européenne » à l'objectivité douteuse...qui occulterait certainement leur odieux malthusianisme. Car pour eux, le pauvre ne consomme pas, le démuné n'apporte pas de croissance ou de biens valorisables. Comme disait Malthus en 1798 : « Cet homme n'a pas le moindre droit de réclamer une portion quelconque de nourriture : il est réellement de trop sur cette terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couverts pour lui ».

La rigueur budgétaire est un fallacieux prétexte qui ne légitime guère l'individualisme le plus avilissant. Faut-il rappeler la récente augmentation de plus de 1500 euros mensuels des eurodéputés ? Faut-il également rappeler que le Parlement Européen possède un budget annuel de plus de 1.7 Milliards d'euros, dont 24 % (408 millions d'euros) sont consacrés aux dépenses des parlementaires ? Faut-il rappeler le nombre de subventions européennes douteuses et impertinentes, comme ces 410 000 euros pour un centre de fitness pour chiens en 2010 ?

Arrêtons cette hypocrisie lamentable ! Une société qui abandonne le combat social, la lutte acharnée contre le paupérisme, est une société qui s'écroule sous le poids de son orgueil. Parce qu'elles sont ces idéaux moraux qui unissent un peuple, parce qu'elles sont ce ciment qui permet de bâtir un avenir serein ensemble, la charité et l'entraide doivent redevenir ces valeurs essentielles sur lesquelles reposent toute politique sociale.

Royalistes, voilà notre combat : par la remise en place de « soupes du Roi », par la promotion de l'entraide et de la charité, par la lutte acharnée contre le malthusianisme et l'individualisme, montrons aux français la pertinence et l'actualité de la politique sociale royaliste !